



**HAL**  
open science

## 1990-2010 : archives et écriture(s) de l'histoire du PCF

Jean Vigreux

► **To cite this version:**

Jean Vigreux. 1990-2010 : archives et écriture(s) de l'histoire du PCF. Territoires contemporains, 2011, 2, [http://tristan.u-bourgogne.fr/CGC/publications/historiographie/J\\_Vigreux.html](http://tristan.u-bourgogne.fr/CGC/publications/historiographie/J_Vigreux.html). halshs-01395405

**HAL Id: halshs-01395405**

**<https://shs.hal.science/halshs-01395405>**

Submitted on 25 Mar 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## *Historiographie & archivistique*

### ***1990-2010 : archives et écriture(s) du PCF***<sup>[1]</sup>

Jean Vigreux

*« Le communisme français fut l'émanation de l'URSS, le prolongement d'une ambition universelle et prométhéenne, mais aussi l'expression de l'opposition aux pouvoirs en place, de la révolte sociale, de certaines tendances de fond de la culture politique française »,*

Marc Lazar, *Le communisme : une passion française*, Paris, Perrin, (coll. Tempus), 2005, p. 222.

Vingt ans après l'ouverture des archives des communistes, un point archivistique, mais aussi historiographique sur les acquis scientifiques, liés pour partie à ces fonds, semble envisageable. Au début des années 1990, d'aucuns évoquaient « la révolution archivistique ou le renouveau documentaire <sup>[2]</sup> » appelant également à faire « table rase <sup>[3]</sup> » du passé historiographique sur le communisme... La quête d'archives, parfois achetées à prix d'or, fut ainsi au début de l'ouverture des fonds de l'ex-Union soviétique, un exercice fortement prisé ; à croire que le secret longtemps gardé par les autorités soviétiques avait créé une telle frustration que la précipitation et parfois le mirage des archives, induisait une rechute néopositiviste qui devenait l'Histoire.

Toutefois, ce temps semble révolu et l'ouverture concomitante des archives du PCF, déposées depuis aux Archives départementales de Seine-Saint-Denis a également favorisé un renouveau. Il faut d'emblée saluer cette initiative importante, celle d'un accès démocratique aux archives, qui reste assez rare pour les différentes organisations politiques de notre modèle républicain. Il y a cinq ans, Laird Boswell, historien américain reconnu pour ses travaux sur le communisme rural en Limousin et Dordogne <sup>[4]</sup>, proposait un bilan quelque peu désabusé, en posant la question de « l'impasse » de l'historiographie du communisme français <sup>[5]</sup>.

Si cette historiographie a longtemps été dominée par des enjeux idéologiques <sup>[6]</sup> – on évoquait souvent les « historiens communistes », sans pour autant prendre la peine de qualifier les autres historiens <sup>[7]</sup> –, les travaux entrepris dans le sillon de « l'école kriegelienne », mais aussi de

l'approche « sociale et téléologique », puis des cultures politiques, voire de l'histoire des gauches ont donné lieu à différentes publications. Une approche par les biographies, mais aussi par l'emboîtement des jeux d'échelles a pu replacer l'histoire du PCF au cœur des logiques multiples du Centre (Moscou), de la nation (la culture républicaine), mais aussi au niveau local, social et individuel.

## **Quelles archives pour l'histoire du PCF ?**

### **Les archives de Moscou**

Ces archives ont offert et offrent effectivement des ressources considérables, mais il s'agit d'un véritable maquis archivistique [8] : archives des anciens partis au pouvoir, archives policières, archives du ministère des affaires étrangères, archives d'État, archives du Komintern et de ses organisations de masses. Ces fonds du Komintern sont d'une richesse exceptionnelle : « cet ensemble de documents représentait une sorte de gigantesque labyrinthe comprenant sept millions de pages écrites en plus de quatre-vingt langues, avec des instruments de recherche prévus pour protéger les informations plutôt que pour aider le chercheur. Par décision du Comité exécutif du Komintern de l'Union Soviétique, les archives du Komintern ont été protégées (aussi bien physiquement que politiquement) jusqu'en août 1991 aux Archives centrales du Parti à l'Institut du Marxisme-Léninisme (IML) du comité central du PCUS [9] ». Ce maquis est d'autant plus dense que certaines archives ne sont pas encore ouvertes comme celles du Kremlin au nom d'une continuité de l'État (ou sont accessibles de façon parcimonieuse pour quelques nouveaux dignitaires du régime), voir celles qui ont été refermées sur le Komintern.

Surtout ces archives permettent d'envisager l'histoire des sections nationales de la III<sup>e</sup> Internationale et pour la France, celle de la SFIC, puis du PCF. En effet, l'Internationale fondée à Moscou en mars 1919 par Lénine, puis affirmée lors de son deuxième Congrès en 1920, est un instrument de contrôle des partis nationaux ; les archives contiennent alors toute la documentation sur les relations entre le Centre du monde communiste et ses sections de 1919 à 1943 (date de dissolution de l'Internationale communiste par Staline). Dès lors, le Parti mondial de la Révolution a suivi, impulsé et parfois réorienté les activités des sections nationales. Ce contrôle affirmé par la bolchevisation, puis la stalinisation, se lit à l'aune d'une documentation très riche, fondée sur la « société du rapport », selon la belle expression de Nicolas Werth, permettant de saisir au mieux le rôle de l'Internationale communiste, puis plus tard du Kominform et du MCI (mouvement communiste international).

Ces nombreux rapports, manuscrits ou reprographiés, sont facilement accessibles car il n'y a pas d'obstacles linguistiques ; un même rapport peut être reproduit en plusieurs langues – les trois langues utilisées au sein de l'Internationale étaient l'allemand, le russe et le français –. Toutefois, il a fallu avoir accès aux inventaires.

Après l'effondrement du régime communiste, ces archives sont devenues la propriété des archives de l'Etat russe ; dès 1996, un accord a été signé entre le « Rosarkhiv » et le Conseil International des Archives pour un projet de numérisation des archives du Komintern. Ce programme conçu par le Conseil International des Archives, placé sous l'égide du Conseil de l'Europe, est appelé « Incomka » (abréviation de Commission internationale de la numérisation des archives du Komintern). Cette opération a consisté à réaliser un programme de catalogage électronique et de numérisation d'une partie des fonds de l'Internationale communiste. L'Institut d'Histoire Contemporaine (IHC) composante de l'UMR CNRS 5605 de l'Université de Bourgogne, en partenariat avec les Archives de France, a participé au processus en apportant son expertise.

Cette base de données propose à tout chercheur l'inventaire des fonds (22 000 pages) et plus d'un million de documents numérisés (seulement 5 % du total des archives du Komintern) ; le système de recherche indexée de cette base de données est organisé sous différents axes reprenant les noms de militants ou cadres du Komintern, le dernier axe donnant « huit tables de mots-clés [...] événements officiels (réunions, conférences, congrès), noms géographiques, publications, organisations, groupes sociaux, statut (profession, titre), sujets, typologie documentaire [10] ». Cette base de données archivistiques est consultable en France aux Archives nationales et à l'Université de Bourgogne et permet, comme l'écrit Serge Wolikow, « de travailler sur des séries de documents, de faire des recherches plus systématiques, plus comparatives. On va pouvoir, par exemple, observer les processus de décision du Komintern. Cela ne remplacera pas le voyage sur place, surtout si les documents recherchés ne sont pas numérisés, mais cela nous accompagnera dans notre préparation. Ce fonds, disponible au plus grand nombre, permet l'élargissement de la communauté de chercheurs. C'est éminemment démocratique [11] ».

Travail qui a donné lieu à plusieurs colloques consacrés aux rapports entre Archives et Histoire ; le premier, en 1994, faisait un état de l'ouverture des archives de Moscou [12] , tout en invitant à prendre en considération les enjeux historiographiques, « le temps de la vérification » selon les mots justes de Sophie Cœuré. Le colloque, *Archives des sociétés en mouvements. Regards croisés : archivistes et chercheurs* (octobre 2005), permet de faire un premier bilan de l'exploration de ces archives, tout en élargissant les perspectives. D'abord, il a souligné les dimensions historiographiques nouvelles concernant le communisme ; les différents champs d'investigation, comme celui prépondérant des biographies individuelles et/ou collectives. En octobre 2007, l'université de Bourgogne associée à la direction des archives de France a organisé deux journées d'études sur *Un siècle de communisme : des recherches à l'épreuve des archives*. Il s'agissait de confronter les expériences communes à partir de ces fonds. Le dialogue, la coopération entre archivistes et historiens, a bénéficié de l'apport des archives communistes, puisqu'il a fallu repérer, inventorier et surtout proposer des inventaires indexés, constitués dans un partenariat pluridisciplinaire [13].

Enfin, les Archives de France et l'Université de Bourgogne ont tenu récemment un colloque [14] faisant le point sur l'apport de ces archives en publiant un guide en français [15] fort utile avant toute plongée ou immersion dans ces fonds documentaires. Les archives du Komintern offrent ainsi les enjeux du contrôle du centre sur l'une de ses sections, mais aussi la mise en œuvre des lignes politiques définies par le centre au sein d'une démocratie occidentale, la République française. La dialectique entre le centre et la périphérie permet également de comprendre les logiques d'aller/retour, d'influences réciproques [16] ; d'autre part, ces fonds permettent d'appréhender les itinéraires des cadres français du Komintern, leur « cursus honorum » au sein de l'institution. Ainsi, l'équipe du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, sous la direction de Claude Penner, a pu récupérer une grande partie des « biographies et auto-biographies » produites dans le cadre de la gestion du personnel politique par le Komintern. Ces « bios », institution de contrôle par excellence, ont donné lieu à de nombreux travaux, en particulier à l'élaboration du « dictionnaire des kominterniens » et sur le « moule » stalinien [17]. Elles associaient en plus des documents du Komintern, les archives de la sûreté française [18] ... D'autres chercheurs ont dépouillé ces fonds pour compléter leur corpus archivistique afin d'écrire leurs thèses [19]. Si les archives de Moscou ont suscité un engouement certain, les archives du PCF ont également offert de nouvelles pistes d'études sur le communisme.

## **Les archives du PCF**

Dans un souci « d'ouverture », Robert Hue, alors secrétaire général du PCF, a permis, au début des années 1990 – en élargissant un processus ouvert par Georges Marchais –, d'accéder aux archives qui étaient entreposées au siège du parti place du colonel Fabien (auxquelles il faut ajouter les fonds de la bibliothèque marxiste de Paris). Ces archives sont ouvertes depuis 1993, mais il a fallu attendre 1998, pour une plus grande médiatisation de cette ouverture : « dans la diversité de leurs opinions ou de leurs engagements politiques, de leurs relations avec le PCF, de leurs sensibilités, de leurs projets professionnels, les historiens qui s'engagent dans des travaux sur l'histoire du PCF trouveront portes ouvertes pour ses archives [20] ». Ces archives ont été ensuite classées « archives historiques » par le ministère de la Culture en mai 2003, puis quelques mois plus tard, une convention signée entre le PCF et le Conseil général de la Seine-Saint-Denis a conduit au dépôt de la totalité de ces fonds aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis [21].

En 2005, à l'occasion de l'ouverture des fonds aux Archives départementales de Seine-Saint-Denis, Marie-George Buffet, Secrétaire générale du PCF, déclarait : « Ayant sacrifié lui-même à une approche officielle et instrumentalisante de l'histoire, le Parti communiste a désormais renoncé explicitement à toute pratique arbitraire de rétention ou de communication sélective de documents d'archives. A l'inverse des rumeurs et prétendues révélations, il s'agit ainsi de laisser place à la rigueur des travaux et à la transparence des controverses ». Si le PCF souhaitait donner un caractère solennel à cette ouverture, l'historien Marc Lazar revenait sur l'enjeu de ces fonds : « Grâce à cet ensemble, on comprend mieux l'activité du PCF, sa stratégie, ses analyses politiques, sa vision des autres partis, son travail organisationnel, sa perception de la société

française et l'importance qu'il accordait à l'idéologie. Parfois aussi on saisit son action internationale, mais il y a beaucoup de lacunes [22] ».

Ces fonds se composent des archives de direction du PCF [23], des archives de fonds personnels (de cadres, dirigeants ou militants) [24] et des fonds revenus sous forme de microfilms de Moscou. Les premiers fonds permettent d'entrer dans le cœur du processus décisionnel, avec les archives du secrétariat politique, du bureau politique et des comités centraux. Les comités centraux ont fait l'objet d'une publication spécifique qui donne leur inventaire précis et leurs apports pour la recherche scientifique [25]. Pour des études prosopographiques, mais aussi sur les crises et tensions au sein de l'organisation, les fonds de la Commission centrale de contrôle politique (CCCCP), 1940-1994 [261 J 6/1-23] sont très précieux, tout comme le fonds 261 J 27 (secteur liaison avec les fédérations de 1961 à 1990). Certains fonds sont en cours de classement, en particulier ceux des activités thématiques du parti ; comme la politique extérieure « pobox » ou encore la section agraire, parmi bien d'autres, ce sont les « lacunes », qu'évoquait à juste titre Marc Lazar, auxquelles il ajoutait les archives financières du parti, celles des comptes du parti et des aides venues de Moscou.

Ces archives papiers sont également complétées par des archives sonores : enregistrements des comités centraux, qui invitent à penser une histoire plus singulière celle des registres d'expression, voire des accents, donnant un supplément d'âme, mais aussi une grille de lecture sur les logiques sociales du recrutement des cadres. Une sociologie et une anthropologie des acteurs du PCF semblent dorénavant envisageables, dans l'esprit des travaux de Michel Hastings [26]. Les archives du journal *L'Humanité* complètent également ces fonds (en particulier pour toute l'iconographie et les photographies de presse).

Enfin, l'association Ciné-Archives, basée au siège du PCF, place du colonel Fabien, propose des fonds remarquables sur un outil de propagande et de formation du vingtième siècle, inscrit dans la culture de « l'agit-prop », le cinéma. A ces fonds d'images, on pourrait ajouter les fonds documentaires d'affiches qui ont donné lieu à des travaux importants [27].

### **D'autres fonds classiques à ne pas négliger**

Cela n'enlève rien au recours traditionnel aux archives publiques. Les archives nationales, les archives départementales et les archives municipales restent aussi des lieux importants. Tant pour la surveillance d'une organisation politique jugée dangereuse par l'Etat, que pour de nouveaux fonds qui ont pu y être déposés.

En premier lieu, les archives Thorez qui ont été versées par la famille en 2002 aux Archives nationales [28], puis pour la documentation secondaire aux Archives municipales d'Ivry [29].

Mathilde Regnaud, dans le cadre de sa thèse de l'école des Chartes [30], a offert un premier outil pour consulter une partie de ces fonds, regroupant 450 cartons, 60 mètres linéaires. Le fonds du dirigeant historique du PCF, qui a façonné le parti des années 1930 aux années 1960 – « le cadre thorézien », pour reprendre la belle formule de Bernard Pudal [31] – est dorénavant un passage obligatoire pour mesurer les logiques de décision du PCF, en complément des archives déposées à Bobigny. Toutefois, les archives nationales disposent aussi d'autres fonds privés importants pour l'histoire du PCF, comme ceux de Marcel Cachin [32], d'Henri Rol-Tanguy [33] ou bien encore de Charles Fiterman [34].

Là encore, il ne faut pas omettre les fonds classiques de la surveillance des partis politiques par l'appareil d'Etat ; les fonds du Ministère de l'Intérieur, des Préfets et sous-préfets, de la police ou des renseignements généraux complètent utilement les archives spécifiques du PCF [35]. D'autant que certaines saisies peuvent donner des dossiers importants en particulier lors de la Seconde Guerre mondiale, où la politique de collaboration de l'Etat français avec l'occupant allemand a renforcé au maximum les filatures des « terroristes ». Les brigades spéciales ont su repérer les lieux de rencontres, les personnages de la Résistance communiste, en particulier des FTP-MOI, et ont méticuleusement reporté sur des fiches centralisées ces renseignements, tout comme les documents saisis lors des arrestations [36].

Toutefois, la remarque récente du spécialiste reconnu de l'histoire de la police, Jean-Marc Berlière laisse perplexe : « comment écrire sur le parti communiste clandestin des années de guerre sans exploiter les archives policières qui complètent ou contredisent les archives conservées par le PCF récemment versées aux AD de Seine-Saint-Denis, mais hélas largement expurgées, en particulier au début des années 1990 ? [37] ». Si nous partageons entièrement la première partie de la formulation, nous avons quelques doutes sur la deuxième partie. Quelles sont les preuves apportées par l'historien ? Il serait alors utile de se demander sur quelles bases reposent ses allégations : qu'est-ce qui a été trié, expurgé ? L'historien en dit trop ou alors pas assez...

*A contrario*, les archives de police ou de la sûreté (direction de la sûreté du territoire, intégrée depuis peu à la direction centrale du renseignement intérieur) ont pu également être expurgées. Tel est le constat qu'a pu faire l'historien Michel Pigenet [38], pour la fameuse « affaire des pigeons », lorsqu'au cœur de la guerre froide Jacques Duclos est arrêté et que plusieurs bureaux du Parti communiste français sont perquisitionnés à Paris et en province. Aucune trace des documents saisis et Michel Pigenet de déclarer : « je n'ai rien trouvé du côté des archives publiques, sauf quelques éléments secondaires sur la distribution de tracts [...]. Certains documents ont beaucoup circulé. Ils dorment peut-être aujourd'hui à la DST. Dans ce cas, impossible pour les historiens d'y avoir accès [...]. Lorsque Jacques Duclos a été arrêté, il était en possession d'un carnet où il notait toutes ses interventions [...]. Cette pièce importante lui a été confisquée. De larges extraits ont ensuite été publiés dans la presse et dans un ouvrage. Mais le carnet, lui, a disparu. Il paraît que le préfet Jean Baylot en avait pris possession et s'en vantait devant ses proches [39] ...».

Les archives départementales offrent également des fonds fort utiles, possédant de nombreuses affiches sur la SFIC et le PCF [40] , regorgeant de tracts. Viennent s'ajouter depuis peu, des fonds provenant des fédérations communistes, suivant ainsi les recommandations faites par Frédéric Genevée, responsable de la commission archives du PCF, afin de verser les archives fédérales aux archives départementales. Aux Archives départementales du Doubs, le chercheur peut consulter les fonds des deux fédérations communistes, relatant la scission du début des années 1980 [41] ; la fédération du Val-de-Marne a déposé ses archives en 2005 [42] , celle du Nord en 2006 au Centre des archives du monde du travail à Roubaix. Cette « histoire par en bas » touche ainsi de nombreux départements.

Mais à côté des institutions publiques, il ne faut pas oublier les fonds déposés dans des institutions de recherches, des musées ou des associations [43] . L'IHTP possède les archives de Jean Pronteau, ancien responsable de la section économique du Comité central de 1951 à 1961, et dispose également des archives de Joë Nordmann, avocat communiste [44] ; de son côté, le Centre d'histoire de l'IEP de Paris détient le fonds Charles Tillon (1897-1993), ancien dirigeant des FTP, ministre à la Libération, exclu en 1952 [45] . Le Musée d'histoire vivante à Montreuil, créé à l'époque du Front populaire, sauvegarde les fonds de Jacques Duclos [46] et de nombreux documents, tout comme le Musée de la Résistance nationale à Champigny [47] . Enfin, l'Institut national de l'audiovisuel met à disposition des chercheurs des fonds impressionnants, tant sur les campagnes électorales, les élections que sur les émissions politiques ou sur la fête de *l'Humanité* [48].

Dans cet inventaire à la Prévert, il ne faut pas oublier non plus que certains fonds sont éclatés, dispersés un peu partout, comme les archives d'André Marty, un des dirigeants majeurs du PCF, de l'Internationale communiste jusqu'à son exclusion en 1952. Il a fallu toute l'énergie d'archivistes et d'historiens pour reconstituer le puzzle de ces archives [49] .

### **Quels résultats historiographiques ?**

Les premiers travaux historiques publiés à partir d'un dépouillement de ces sources ont confirmé les hypothèses anciennes et leurs conclusions. Il n'y a pas eu de « révolution historiographique » : il s'agissait du « temps de la vérification » (selon l'expression de l'historienne Sophie Cœuré). Cependant, l'ouverture des archives a également donné lieu à différentes entreprises de « révélation » ou de sortie de l'ombre ; ainsi, la biographie d'un émissaire du Komintern trop longtemps oublié, Eugène Fried a permis de comprendre le poids de Moscou sur le PCF [50] .

Avec l'effondrement du communisme et des dictatures en Europe de l'Est, la quête de sensationnel, voire de scoops, a réveillé un genre historique particulier, celui d'une vision policière de l'histoire, voire d'une histoire où les historiens se transforment en juges. Ces règlements de compte s'évertuent à présenter Jean Moulin, Pierre Cot et Pierre Meunier comme des agents soviétiques. Leur philo-communisme ou leur engagement comme compagnons de route ne sont perçus que sous l'angle d'hommes sous influence, au pire manipulés par Moscou [51]. Thierry Wolton s'emploie à démontrer que Jean Moulin était un agent soviétique ; Gérard Chauvy, quant à lui, accumule des soupçons propres à suggérer que Raymond Aubrac aurait pu être un agent double, retourné par la Gestapo lyonnaise ! Toutefois, le genre biographique n'offre pas seulement de telles dérives, un renouvellement de l'histoire singulière, en particulier des dirigeants du parti communiste [52], mais aussi collective enrichit alors l'histoire du PCF [53].

Des points précis, liés à la conjoncture et aux changements d'orientation de l'IC et du PCF, (ou à l'époque du Kominform, puis du Mouvement communiste international) ont fait ainsi l'objet d'un nouveau traitement ; retenons entre autres les travaux sur l'année 1940 [54], sur les bataillons de la jeunesse [55], ou l'année 1956 [56]. La publication de sources [57], munies d'un appareil critique [58], a également participé à ce renouveau, tout comme les séminaires pluriannuels. [59]. Peut-être faudrait-il envisager une comparaison avec d'autres PC, comme Marc Lazar l'avait proposé avec le PCI [60], afin de mesurer les logiques unificatrices du modèle, mais aussi les spécificités nationales, en particulier au cours de la période stalinienne ?

L'historiographie, longtemps clivée par les combats idéologiques et politiques [61], mais aussi dominée par la pénurie documentaire, était restée majoritairement centrée sur le factuel et l'événementiel, laissant aux sciences politiques le champ de la réflexion théorique. Grâce à l'élargissement des sources documentaires, on a assisté à la diversification et la multiplication des recherches mettent à l'ordre du jour un effort scientifique structuré autour de questions transversales envisagées sur une durée séculaire.

Ainsi, plusieurs écoles historiographiques ont réveillé d'anciennes failles, tout en déplaçant quelque peu la focale. Si la lecture téléologique et sociétale continue de guider les recherches, une partie de ses promoteurs, dans la lignée de Stéphane Courtois a préféré orienter ses travaux sous l'angle d'un projet criminogène (*Livre Noir du communisme* [62]). Ce courant historiographique souligne un enjeu important lié à la violence de guerre et à la brutalisation des sociétés [63], caractérisant pour partie la culture politique des communismes [64], mais n'en donne pas toutes les dimensions [65], même si Michel Hastings, dans sa contribution pose une question fondamentale qui remet en cause cette vision essentialiste : est-on si sûr que tout est communiste dans le communisme ? [66] ».

En ce sens, il est utile d'évoquer le poids du « centre », le Komintern ou Internationale communiste [67], mais aussi des périphéries (les Etats-Nations, leurs sociétés et leurs

institutions, les partis nationaux) permettant d'envisager aussi le pluriel des communismes [68], tout en regardant à une échelle plus fine, celle des villes, des villages et parfois des quartiers (« la banlieue rouge »). Ainsi la sociologie des acteurs, l'approche par les terrains spécifiques permet de comprendre l'énigme de l'implantation [69]. Renouvelant le genre, Julian Mischi [70] propose dans un essai stimulant, tiré de sa thèse de science politique, un ouvrage qui invite à comprendre les formes de politisations populaires, *via* le PCF, en portant un regard particulier sur différentes régions sur un temps long. Cette association entre histoire et science politique offre une analyse réussie sur les logiques sociales, les lignes politiques tout en abordant la question du déclin du PCF et de la dépolitisation... Dans cette lignée du rapport à la société française, Roger Martelli vient d'offrir un travail stimulant [71], avec une précision sans précédent, grâce à une découverte importante dans les fonds du PCF, les petits carnets du secrétariat à l'organisation qui permettent enfin de connaître les vrais chiffres des adhérents [72]; il revisite ainsi les travaux anciens de l'école kriegelienne sur les effectifs du PCF [73], confirmant la rigueur scientifique de ces premières recherches. L'auteur souligne également les grands moments de rencontre entre le communisme et la société française, mais aussi les logiques du déclin historique du parti qui aux dernières élections présidentielles a recueilli 1,9 % des suffrages exprimés (1,6 % des inscrits). Si le Front populaire et la Libération ont fait l'objet de nombreux travaux, son approche de l'embellie du programme commun, mais aussi de ses contradictions, éclaire largement les flux et reflux de militants [74]. Le rôle et l'enjeu des intellectuels du parti qui se voulait, aux lendemains de la Libération, le « parti de l'intelligence » ont également été revisités, tant dans une vision nationale [75] que comparative [76].

D'autres travaux sur les vecteurs du communisme ont aussi vu le jour grâce à l'ouverture des archives; Alexandre Courban, travaillant sur la presse communiste, non seulement comme un acteur de propagande et de cohésion du groupe, mais comme une véritable entreprise, permet ainsi de cerner au mieux la famille communiste [77], tout comme Marie-Cécile Bouju qui a exploré les maisons d'éditions du PCF [78].

Cette revisite de travaux anciens, concerne également les origines du PCF. Romain Ducoulombier, dans un ouvrage important [79], qui s'inscrit dans le traumatisme de la mort de Jean Jaurès et de l'impact de la Grande Guerre, en particulier grâce au poids des instituteurs, souligne bien les racines du PCF, qui dépassent la seule « greffe bolchevique », permettant l'émergence d'un « parti de type nouveau ».

Le paradigme totalitaire [80] a sans doute joué, mais il semble quelque peu réducteur et invite à prendre en considération la nationalisation du phénomène communiste (le « national-thorézisme » évoqué autrefois par Annie Kriegel). Ainsi, la micro-histoire, ou « l'envers de l'histoire [81] », selon la belle formule de Pierre Birnbaum, permet de saisir au mieux la complexité d'un phénomène politique souvent réduit à une histoire monolithique, voire monocausale. Cet emboîtement des échelles invite à appréhender une « histoire totale » du communisme, empruntant également aux enjeux de mémoire(s) [82].

Bernard Pudal invite à penser le communisme comme une foi, une croyance et une pratique « il s'agit moins pour nous de proposer une histoire du PCF que de mettre en œuvre un cadre analytique socio-historique susceptible de rendre compte des logiques qui président à son involution [83] ». L'auteur analyse le même phénomène que Roger Martelli, celui du déclin du PCF, tout en proposant une autre grille de lecture fondée sur les ressorts de la matrice ecclésiale. Dans sa synthèse sur l'historiographie du communisme, on suit avec intérêt le découpage chronologique proposé, la démarche qui invite à intégrer le « micro et le macro [84] », mais « le caractère bureaucratique » de ces mondes communistes, semble quelque peu occulter d'autres approches possibles...

## Conclusion

Cette variété vient facilement contredire la vision d'une histoire dans une « impasse ». Les différents sujets de thèses, tant en France [85], qu'à l'étranger, soulignent la vitalité des recherches sur le PCF [86]. Il est vrai que l'entité « PCF » est à la fois comprise dans l'histoire des communismes, des gauches mondiales, mais aussi des comparaisons internationales entre les partis communistes.

Au-delà des prises de position, il est certain que « l'écriture de l'histoire comme savoir critique et scientifique suppose une appropriation des archives, convoquées et interrogées, mais elle implique également un dialogue dans la mesure où ces archives obéissent à des logiques et des ruses qui ne les rendent pas évidentes [87] ». Ainsi l'histoire n'est pas l'unique compilation des archives, qui ne serait qu'une démarche d'accumulation primitive des documents, dans un souci exhaustif et positiviste, mais dépend de questionnements, de problématiques qui guident la démarche scientifique.

Si une approche multiscalaire est nécessaire, il faut également considérer les différentes séquences historiques qui jalonnent l'histoire du communisme. La dialectique de la longue durée et des événements doit être pensée pour saisir l'ampleur d'un phénomène historique majeure du XX<sup>e</sup> siècle. Il s'agit de penser les passages, les croisements, les transferts culturels, mais aussi les résistances à l'homogénéisation, l'ancrage dans des contextes nationaux spécifiques : les moments de fortes cohérences comme ceux d'émiettements. Il s'agit de penser l'entité communiste, sa dimension internationale et générale comme sa différenciation en sections nationales et mouvements dits de masse.

Dès lors, il s'agit d'une histoire parfois éclatée et/ou élargie grâce à des enjeux comparatifs... S'il y a une grande dispersion des fonds, il y a également une pluralité de travaux sur le PCF. Sans vouloir gommer ces différences, il semble utile de plaider pour la mise en place sous l'égide des Archives nationales, d'un inventaire exhaustif des ressources disponibles pour l'histoire du PCF, et plus largement des communismes, sous forme d'un guide, voire d'un portail...

Jean Vigreux

Université de Franche Comté

LSH EA 2273

---

[1] Je tiens à remercier Pascal Carreau, Alexandre Courban, Christian Oppetit et Xavier Vigna pour leurs conseils précieux.

[2] Claude PENNETIER, « Les archives du communisme : Moscou, Prague, Paris » (Bruno DRWESKI, Karel BARTOSEK, Claude PENNETIER, Serge WOLIKOW), *Cahiers d'Histoire. Revue d'histoire critique*, n° 67, 1997, p. 125-142.

[3] Stéphane COURTOIS, « Archives du communisme : mort d'une mémoire, naissance d'une histoire », *Le Débat*, 1993, p. 145-156.

[4] Laird BOSWELL, *Rural Communism in France, 1920-1939*, Ithaca and London, Cornell University Press, 1998 ; *Le communisme rural en France. Le Limousin et la Dordogne de 1920 à 1939*, Limoges, PULIM, 2006 (traduction de la première référence).

[5] Laird BOSWELL, « L'historiographie du communisme français est-elle dans une impasse ? », *Revue française de science politique*, volume 55, n° 5/6, oct.-déc. 2005, p. 919-933.

[6] Bernard PUDAL évoque « le temps des histoires universitaires "militantes" » ; dans sa contribution « Communisme français » dans Christian DELACROIX, François DOSSE, Patrick GARCIA, Nicolas OFFENSTADT [dir.], *Historiographies. Concepts et débats* (2 vol.), Paris, Gallimard, coll. "Folio histoire", 2010, p. 976.

[7] Certes, le PCF pouvait parfois utiliser le qualificatif « d'anti-communiste »... En 2010, cela semble tout à fait résiduel, un « angle mort » ?

[8] Sabine JANSEN, « La boîte de Pandore des archives soviétiques », *Vingtième siècle*, n° 42, avril-juin 1994, p. 97-102.

[9] Kirill ANDERSON, « A new life for the Comintern archives », *Comma, Revue internationale des archives*, 2002, n° 3-4, p. 157-158.

[10] Christian OPPETIT, « Les archives de l'Internationale communiste », dans Alexandre COURBAN, FRANÇOIS David et Serge WOLIKOW, *Guide des archives de l'Internationale communiste, 1919-1943*, Dijon, Archives nationales/MSH, 2009 p. 13.

[11] Propos cités par Hélène OCHANINE, « L'Internationale numérisée », consultable sur le site archimag : [http://www.archimag.com/articles/161/161records\\_incomka.html](http://www.archimag.com/articles/161/161records_incomka.html). Voir également : Serge WOLIKOW, L'historien face aux archives du Komintern, dans Sébastien LAURENT [dir.], *Archives "secrètes", secrets d'archives ? Historiens et archivistes face aux archives sensibles*, Paris, CNRS Editions, 2003, p. 177-188.

[12] Ce colloque fut publié sous la direction de Serge WOLIKOW avec la collaboration de Maurice CARREZ, Michel CORDILLOT, Jean VIGREUX, *Une histoire en révolution. Du bon usage des archives de Moscou et d'ailleurs*, Dijon, EUD, 1996.

[13] [http://tristan.u-bourgogne.fr/CGC/manifestations/07\\_08/07\\_10\\_4-5\\_progr.pdf](http://tristan.u-bourgogne.fr/CGC/manifestations/07_08/07_10_4-5_progr.pdf). Si cette initiative n'a pas encore donné lieu à une publication, il est possible d'écouter les intervenants et les débats sur :

[http://tristan.u-bourgogne.fr/CGC/manifestations/07\\_08/07\\_10\\_4-5.html](http://tristan.u-bourgogne.fr/CGC/manifestations/07_08/07_10_4-5.html)

[14] Colloque consacré aux « Archives communistes » tenu au Centre des archives contemporaines (CAC) de Fontainebleau le 11 juin 2009. Ce colloque sera prolongé en 2011, en partenariat avec l'IHTP, sur « les Archives de la guerre froide ».

[15] Alexandre COURBAN, François DAVID et Serge WOLIKOW, *Guide des archives de l'Internationale communiste, 1919-1943*, préface de Christian Oppetit, Dijon, Archives nationales/MSH, 2009.

[16] Voir Serge WOLIKOW, *L'Internationale communiste (1919-1943). Le Komintern ou le rêve déchu du parti mondial de la révolution*, Paris, L'Atelier, 2010.

[17] José GOTOVITCH et Mikhail NARINSKI [dir.], *Le Komintern : l'histoire et les hommes. Dictionnaire biographique des Kominterniens*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2001 ; Claude PENNETIER et Bernard Pudal, *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*, Paris, Belin (socio-histoires), 2002.

[18] A ce sujet, voir Sophie CŒURE, Frédéric MONIER, Gérard NAUD, « Le retour de Russie des archives françaises. Le cas du fonds de la sûreté », *Vingtième Siècle*, n°45 janvier-mars 1995, p. 133-139 ; Sophie CŒURE, *La Mémoire spoliée : les archives des Français butin de guerre nazi puis soviétique*, Paris, Payot, 2007.

[19] Citons entre autres, Sophie Cœuré, Sabine Jansen, Rachel Mazuy, Rémy Skoutelsky, Jean Vigreux... Cette recension ne prétend pas à l'exhaustivité, mais il s'agit ici de présenter quelques aspects du renouveau historiographique

[20] Extrait du discours de Robert Hue, lors de la cérémonie officielle des ouvertures des archives du PCF, 24 janvier 1998.

[21] Voir Alexandre COURBAN, « Voyage dans les archives du PCF », *Cahiers d'Histoire. Revue d'histoire critique*, n° 86, 2002, p. 123-130 ; Alexandre COURBAN, « A journey into the archives of the communist party of France », *International Newsletter of Communism Studies*, n° 9, 2003 et Pascal CARREAU, « Une nouvelle étape pour la conservation et la valorisation des archives du PCF », *Cahiers d'Histoire. Revue d'histoire critique*, n° 90-91, 2003, p. 169-174 ; Pascal CARREAU, « La gestion des fonds d'archives du PCF », in Sébastien Laurent [dir.], *Archives « secrètes », secrets d'archives ? Historiens et archivistes face aux archives sensibles*, Paris, CNRS éditions, 2003, p. 111-121.

[22] Entretien accordé au quotidien *Libération*, « Avec ses archives, le PCF présente son passé de manière enchantée », 2 juillet, 2005.

[23] Archives des organismes statutaires de direction (261 J/1-5) et archives des structures de fonctionnement et de travail (261 J/6-50).

[24] Au sein des archives des dirigeants, il y a le fonds Waldeck Rochet (cote 307 J). Membre du comité central de 1936 à 1983, secrétaire général adjoint (1961-1964) puis secrétaire général (1964-1972) du PCF, il a laissé des archives particulièrement riches, comportant notamment des documents relatifs aux réunions du comité central pour la période 1961-1969. Ce fonds a été complété récemment par un versement de sa famille (carnets de prison) que j'avais pu consulter lors de mon travail de thèse (Jean VIGREUX, *Waldeck Rochet. Une biographie politique*, Paris, La Dispute, 2000). On peut également ajouter le fonds Anicet Le Pors, ancien ministre communiste, qui a quitté le

PCF depuis quelques années, qui a également déposé ses archives afin qu'elles rejoignent le fonds du PCF à Bobigny. Au journaliste qui l'interrogeait sur cette démarche, il répondait : « Je trouve cela assez naturel. J'ai milité au PCF pendant 36 ans. Même si je l'ai quitté, il y a quelques temps, ma vie politique s'est essentiellement située dans la démarche du parti communiste français. J'ai gardé les archives des dix dernières années car elles me sont encore utiles, mais, dans un souci de continuité, j'envisage de leur faire prendre le même chemin. Le PCF y a vu un geste symbolique que je n'imaginai pas moi-même et a le souci de lui donner un certain écho. C'est de sa part une réaction profondément politique que je salue, une position à la fois juste et courageuse », *L'Humanité*, 2 décembre, 2008.

[25] *Réunions du Comité Central du PCF 1921-1977, Etat des fonds et instruments de recherche*, ouvrage qui se présente en quatre tomes chronologiques : 1921-1939, 1943-1953, 1954-1964 et 1965-1977 (co-édition Conseil général de la Seine-Saint-Denis et de la Fondation Gabriel Péri, 2007-2010). Serge Wolikow, Jacques Girault, Roger Martelli et Jean Vigreux ont assuré respectivement l'introduction et la supervision scientifique de chaque volume. Guillaume Nahon, directeur des Archives départementales de la Seine-Saint-Denis en a assuré la direction archivistique. Cet ouvrage associe également les archives sonores qui ont été numérisées ainsi que les publications (brochures, articles) liées à ces sessions des comités centraux.

[26] Michel HASTINGS, *Halluin la rouge, 1919-1939. Aspects d'un communisme identitaire*, Lille, PUL, 1991 et « Les filigranes du communisme français », dans Daniel CEFALI [dir.], *Cultures politiques*, Paris, PUF, 2001, p. 317-339.

[27] Voir Philippe BUTON et Laurent GERVEREAU, *Le couteau entre les dents*, Paris, Chêne, 1989 ; Lucie FOUGERON, « Les affiches du Parti communiste français. Créations d'un fonds d'archives », *Sociétés & Représentations*, n° 12 2001-2002, p. 321-325.

[28] Archives nationales, fonds Maurice Thorez-Jeannette Vermeersch, 626 AP (626AP/ 1 à 626AP/450). Inventaire réalisé par C. Sibille en 2002, complété par Christine Nougaret en 2005. Voir la belle biographie croisée d'Annette WIEVIORKA, *Maurice et Jeannette. Biographie du couple Thorez*, Paris, Fayard, 2010.

[29] La famille a donné la bibliothèque de Maurice Thorez ainsi que des objets et manuscrits reçus en cadeaux pour son 50<sup>e</sup> anniversaire. Voir le site : <http://www.fonds-thorez.ivry94.fr/>

[30] Mathilde REGNAUD, *Au cœur du Parti communiste français. Les notes de bureau politique de Maurice Thorez (1947-1964)*, Thèse de l'Ecole nationale des Chartes, sous la direction de Christine Nougaret et Denis Peschanski, 2005. Voir également le résumé : <http://theses.enc.sorbonne.fr/document963.html>.

[31] Bernard PUDAL, *Prendre Parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris PFNSP, 1989.

[32] Archives nationales, fonds Marcel Cachin, 447 AP (447 AP 1 à 447 24) ; 4,10 mètres linéaires. Inventaire réalisé par C. de Tourtier-Bonazzi, F. Aujogue et S. Lacombe, 1983-2000, 5 p. ; complété par F. Audous en 2000. Les premiers cartons qui conservaient les agendas et carnets personnels de Marcel Cachin ont donné lieu à une édition critique : Denis PESCHANSKI [dir.], *Marcel Cachin. Carnets 1906-1947*, Paris, Éditions du CNRS, 1993-1998, 4 vol.

[33] Archives nationales, fonds Henri Rol-Tanguy, 672 AP. Voir Roger BOURDERON, *Rol-Tanguy*, Paris, éd. Tallandier, 2004.

[34] Archives nationales, fonds Charles Fiterman, inventaire en cours de réalisation par Sébastien Nadiras (et ses mémoires : Charles FITERMAN, *Profession de foi. Pour l'honneur de la politique*, Paris, Seuil, 2005).

[35] Voir la série F<sup>7</sup> aux archives nationales et les séries M en province. Par exemples : Série F<sup>7</sup> 12897 à 12902. Parti communiste en France et à l'étranger (1909-1929) ; Série F<sup>7</sup> 13090 à 13190. Parti communiste. Doctrine.

Congrès. Activité dans les différents départements. Sociétés sportives. Fêtes champêtres. Propagande antimilitariste. Mutins de la Mer Noire. Propagande en Algérie, dans les colonies et les territoires sous mandat. Association républicaine des anciens combattants (ARAC). Jeunesses communistes (1918-1936). Aux archives départementales, retenons le cas de la Corrèze : la série 4 M 284 Parti communiste (organisation, activité, comptes rendus des réunions, carnet B, 1923-1940). Pour les résultats historiographiques, voir l'étude de Robert MENCHERINI, *Guerre froide, grèves rouges. Parti communiste, stalinisme et luttes sociales en France. Les grèves « insurrectionnelles » de 1947-1948*, Paris, Syllepse, 1998, préface de Maurice Agulhon.

[36] La fameuse série Z<sup>4</sup> des archives nationales. Voir à ce propos le très beau documentaire de Jorge AMAT et Denis PESCHANSKI, *La traque de l'Affiche rouge*, 2007.

[37] Jean-Marc BERLIÈRE, « Archives "interdites", archives "spéciales" ? Quelques réflexions à propos des Archives policières... », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 8, mai-août 2009. [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

[38] Alors qu'il travaillait sur les enjeux de la guerre froide pour un ouvrage sur *La manifestation Ridgway*, Paris, L'Harmattan, 1992.

[39] Entretien de Michel Pigenet repris dans Luce Margonty, « Les archives disparues », *L'Express*, 22 juillet 2006.

[40] Voir par exemple AD Côte-d'Or, série 41 M 155 : Affiches communistes (1930-1939).

[41] AD Doubs, 118 J PCF et fonds Robert Charles et Jean Charles 138 J 1 à 7 et 138 J 8 à 12.

[42] AD Val-de-Marne, Fonds 130 J 1 à 252.

[43] Par exemple l'association ADIAMOS (Association pour la documentation, l'information et les archives des mouvements sociaux) 21300 Chenôve, conserve les fonds d'anciens dirigeants fédéraux communistes (Marcel Caignol, Odette Jarlaud ou Jean Cordillot).

[44] IHTP ARC 3010. Jean Pronteau est évincé du Comité central en 1961.

[45] Centre d'Histoire Science Po, Fonds Charles Tillon CT 1-109.

[46] <http://www.museehistoirevivante.com/chercheurs/centre.htm> : fonds Jacques Duclos (1896- 1975) : archives du dirigeant communiste (1925-1975). Il s'agit de l'ensemble de ses articles produits pour diverses revues, ses interventions à la Chambre et au Sénat ainsi que celles prononcées lors de meetings, rassemblements communistes, fêtes fédérales. Le musée conserve aussi les archives de Jacques Duclos concernant la Résistance.

[47] Musée de la résistance nationale, Champigny : <http://www.musee-resistance.com/>

[48] Par exemple, Archives de l'INA, JT TF1 13 heures 9 septembre 1978, Georges Marchais, fête de l'Humanité. (consultable en ligne)

[49] Collectif, *André Marty. L'homme, l'affaire, l'archive. Approches historiques et guide des archives d'André Marty en France*, Paris, Codhos Editions, 2005.

[50] Stéphane COURTOIS, Annie KRIEGEL, *Eugen Fried. Le grand secret*, Paris, Seuil, 1997.

[51] Thierry WOLTON, *Le grand recrutement*, Paris, Grasset, 1993 et Gérard CHAUVY, *Aubrac Lyon 1943*, Paris, Albin Michel, 1997.

[52] Stéphane SIROT, *Maurice Thorez*, Paris, PFNSP, 2000 ; Annette WIEVIORKA, *Maurice et Jeannette, op. cit.* ; Jean VIGREUX, *Waldeck Rochet, op. cit.* ; Thomas HOFNUNG, *Georges Marchais, l'inconnu du parti communiste français*, Paris, Editions L'Archipel, 2001. Le secrétariat général du parti (son invention, sa mise en œuvre et sa pérennité) a fait également l'objet de travaux, tout comme les conseillers politiques du Parti : Jean VIGREUX, Serge WOLIKOW, « General secretariat and general secretaries : the case of the French Communist Party », in Kevin MORGAN [dir.], *Agents of the revolution*, Bern, Peter Lang, 2005, p. 73-3-91; Gérard STREIFF, *Jean Kanapa, 1921-1978, une singulière histoire du PCF*, Paris, L'Harmattan, 2002 ; Marc GIOVANINETTI, *50 ans au cœur du système communiste : Raymond Guyot, un dirigeant du PCF*, Université Paris 13, 2009.

[53] La nouvelle série du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, rebaptisé, *Le Maitron. Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, mouvement social de 1940 à mai 1968* [sous la dir. de Claude Pennetier].

[54] Roger BOURDERON, *La négociation, été 1940 : crise au PCF*, Paris, éditions Syllepse, 2001 ; Jean-Pierre BESSE et Claude PENNETIER, *Juin 1940 la négociation secrète. Les communistes français et les autorités allemandes*, Paris, L'Atelier, 2006.

[55] Jean-Marc BERLIERE et Franck LIAIGRE, *Le Sang des communistes. Les Bataillons de la jeunesse dans la lutte armée*, Paris, Fayard, 2004.

[56] *Le PCF et l'année 1956*. Actes des Journées d'étude organisées par les Archives départementales de la Seine-Saint-Denis (29-30 novembre 2006), Paris, Fondation Gabriel Péri et Conseil général de Seine-Saint-Denis, 2007.

[57] Sylvain Boulouque s'acquitte de cette tâche au sein de la revue *Communisme*. Citons également, Sandra TERONI et Wolfgang KLEIN, *La défense de la culture : les textes du Congrès international des écrivains, Paris juin 1935*, Dijon, EUD, 2004.

[58] Voir, entre autres, Max LAGARRIGUE, *Renaud Jean. Carnets d'un paysan député communiste*, Anglet, Atlantica, 2001 (édition des carnets conservés aux AD Lot-et-Garonne, dans le fonds Renaud Jean 46 J).

[59] Séminaire « Archives et sources du communisme. Regards croisés : chercheurs, acteurs et archivistes (Bobigny/Dijon) » (2008-2011). Ce séminaire est organisé par le Centre Georges Chevrier (UMR CNRS 5605 - Université de Bourgogne) en partenariat avec les Archives départementales de la Seine-Saint-Denis, avec le concours de la Maison des Sciences de l'Homme de Dijon (UMS CNRS 2739) et le soutien de la Fondation Gabriel-Péri (séminaire animé par Pascal Carreau, Alexandre Courban, Christian Oppetit, Jean Vigreux et Serge Wolikow) ; séminaire « Territoires et militants communistes : approches plurielles et comparées » CHS, Paris 1, 1996-2011 (séminaire animé par Bruno Groppo, Claude Pennetier et Bernard Pudal).

[60] Marc LAZAR, *Maisons rouges. Les PC français et italien de la Libération à nos jours*, Paris, Aubier, 1992.

[61] Voir à ce propos Bernard PUDAL, « Historiographie du communisme français » dans Christian DELACROIX et alii, *op. cit.*, p. 973-985 ; mais également sa réaction en mars 2007 sur : « Résolution et Recommandations sur "La nécessité d'une condamnation internationale des crimes des régimes communistes totalitaires". Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Rapporteur M. Göran Lindblad, Groupe du Parti populaire européen », sur le site du CVUH : <http://cvuh.free.fr/spip.php?article69>.

[62] Stéphane Courtois et alii, *Le livre noir du communisme*, Paris, Laffont 1997 (réed. Pocket, 1999)

[63] Georges Lachmann MOSSE, *De la Grande Guerre au totalitarisme, la brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette Littératures, 1999.

[64] Jean VIGREUX, Serge WOLIKOW [dir.], *Cultures communistes au XX<sup>e</sup> siècle. Entre guerre et modernité*, Paris, La Dispute, 2003.

[65] Stéphane COURTOIS [dir.], *Communisme en France. De la révolution documentaire au renouveau historiographique*, Paris, Cujas, 2007.

[66] Michel HASTINGS, « Anthropologiser le communisme français », dans Stéphane COURTOIS [dir.], *Communisme en France, op. cit.*, p. 276.

[67] Mikhail NARINSKY and Jürgen ROJAHN, *Centre and periphery. The history of the Comintern in the light of New Documents*, Amsterdam, IISH, 1996

[68] Michel DREYFUS et alii [dir.], *Le siècle des communismes*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2000.

[69] Jacques GIRAULT [dir.], *Des communistes en France (années 1920-années 1960)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002.

[70] Julian MISCHI, *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, Rennes, PUR, 2010 (ouvrage issu de sa thèse).

[71] Séminaire « Archives et sources du communisme. Regards croisés : chercheurs, acteurs et archivistes » (Archives départementales Seine-Saint-Denis, Bobigny, 2009-2010), séance du 25 janvier 2010 : « Organisation et effectifs du mouvement communiste » ; Roger MARTELLI, *Prendre sa carte 1920-2009. Données nouvelles sur les effectifs du PCF*, Paris, Fondation Gabriel Péri et AD Seine-Saint-Denis, 2010 et son essai, *L’empreinte communiste. PCF et société française, 1920-2010*, Paris, Editions sociales, 2010.

[72] AD Seine-Saint-Denis, Fonds du PCF, 261 J 25.

[73] Voir en particulier Philippe BUTON, « Les effectifs du Parti communiste français (1920-1984) », *Communisme*, PUF, 1985, n° 7, p. 5-30 ; « Les effectifs communistes en Europe occidentale depuis 1968 », *Communisme*, L’Age d’Homme, 1988, n° 17, p. 6-20.

[74] Voir également à ce sujet : Stéphane COURTOIS et Marc LAZAR, *Histoire du PCF*, Paris, PUF, 1995 (réédité à plusieurs reprises) et en particulier le chapitre VIII sur « L’embellie du communisme » ; le colloque récent, « L’Union sans l’Unité. Le programme commun de la gauche, 1963-1978 », Fondation Jean Jaurès, Fondation Gabriel Péri, OURS, Pantin, 19-20 mai 2010, actes à paraître.

[75] Frédérique MATONTI, *Intellectuels communistes. Essai sur l’obéissance politique. La Nouvelle critique (1967-1980)*, Paris, La Découverte, 2005.

[76] Voir la thèse de Marco DI MAGGIO, *L’evoluzione del Partito Comunista Francese attraverso il dibattito interno e il ruolo degli intellettuali (1961-1973)*, Université de Rome Sapienza et Université de Bourgogne, avril 2009.

[77] Voir sa thèse *L’Humanité (avril 1904-août 1939). Histoire sociale, politique et culturelle d’un journal du mouvement ouvrier français*. Thèse pour le doctorat d’histoire soutenue publiquement à l’université de Bourgogne le 14 décembre 2005.

[78] Marie-Cécile BOUJU, *Lire en communiste : les Maisons d’édition du Parti communiste français 1920-1968*, Rennes, PUR, 2010.

[79] Romain DUCOULOMBIER, *Camarades ! La naissance du Parti communiste en France*, Paris, Perrin, 2010.

[80] Voir Marc LAZAR, *op. cit.*

[81] « L’histoire d’hier, celle d’en bas, l’histoire locale, la micro-histoire sous toutes ses variantes, celle également des individus sans visage, des engloutis, des habitués du silence, des vaincus, des muets, l’histoire devenue ethnologie du minuscule, la traque des choses banales : l’envers de l’histoire [...] », Pierre BIRNBAUM, Présentation du numéro consacré à « L’envers de l’histoire », *Revue Critique*, janvier-février 2000, n° 632-633.

[82] J’ai pu mettre en œuvre cette approche multiscalaire, en déclinant les trois échelles principales (« l’internationale », « le national » et « le local ») dans un ouvrage à paraître : Jean VIGREUX, *La faucille après le marteau. Le communisme rural dans l’entre-deux-guerres*, Besançon, PUFC, 2011.

[83] Bernard PUDAL, *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, Paris, Editions du Croquant, 2009, p. 18.

[84] Bernard PUDAL, « Historiographie du communisme français », contribution citée, p. 984.

[85] Un sondage rapide dans le fichier central des thèses (Paris X Nanterre) indique que plus d’une vingtaine de thèses concerne l’histoire du PCF...

[86] La fréquentation soutenue des archives de Seine-Saint-Denis à Bobigny, par de nombreux chercheurs novices ou confirmés, illustre ce renouveau ; par exemple en 2009, plus de 108 chercheurs ont consulté les fonds du PCF, venant des universités françaises (dont 23 de province) et 26 d’universités étrangères (21 Europe, 5 hors Europe). Je tiens à remercier vivement Pascal Carreau pour ces informations précises.

[87] Serge Wolikow [dir.], *Une histoire en révolution ? op. cit.*, p. 13-14.

---

### **Pour citer cet article :**

Jean Vigreux, «1990-2010 : archives et écriture(s) de l’histoire du PCF » *in* Historiographie & archivistique. Ecriture et méthodes de l’histoire à l’aune de la mise en archives, sous la direction de Philippe Poirrier et Julie Lauvernier, *Territoires contemporains, nouvelle série - 2* - mis en ligne le 12 janvier 2011.

URL : [http://tristan.u-bourgogne.fr/CGC/publications/historiographie/J\\_Vigreux.html](http://tristan.u-bourgogne.fr/CGC/publications/historiographie/J_Vigreux.html)

**Auteur :** Jean Vigreux

**Droits :** *Territoires contemporains* est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d’Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International..



<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

---